

**PROJET D'APPUI AU RENFORCEMENT DES CAPACITES DE RESILIENCE DES  
POPULATIONS VULNERABLES DU BATHA/TCHAD - REPAR - BATHA**

**Termes de référence pour le recrutement d'un Prestataire pour l'accompagnement en gestion des Unités de Transformation (UT) de lait, viande et poisson, des banques de céréales (BC) et des Associations Villageoises d'Epargnes et de Crédit (AVEC) dans le Batha**

**Avril 2026**

---

## 1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

---

Caritas Suisse est une œuvre d'entraide majeure dans le domaine de la coopération au développement et de l'aide humanitaire. Elle intervient dans une vingtaine de pays avec pour objectif de lutter contre la pauvreté. Présente au Tchad depuis 1973, ses projets sont axés sur le revenu, le climatique et la migration.

Caritas a bénéficié du financement de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC) pour la mise en œuvre de la deuxième phase du Projet « Appui au renforcement des capacités de résilience des populations vulnérables du Batha – REPAR II, pour une durée de trois ans (3) ans. Il a pour objectif de contribuer à l'amélioration de la résilience des populations vulnérables du Batha face à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Ainsi, les actions du projet, basées sur l'approche Nexus (Humanitaire – Développement, aident les communautés vulnérables à mieux faire face aux risques alimentaires. Elles permettent aux ménages d'améliorer leurs revenus, de renforcer leur résilience et de progresser vers plus de durabilité.

Le projet est orienté suivant trois axes stratégiques :

- L'aide d'urgence extérieure permet aux ménages vulnérables et très vulnérables de faire face aux crises alimentaires et nutritionnelles pendant les périodes de soudure et d'éviter des stratégies d'adaptation négatives<sup>1</sup> qui les rendent encore plus vulnérables.
- La mise en place d'un système communautaire autogéré de prévention et de gestion des crises alimentaires permet aux ménages vulnérables et très vulnérables d'avoir un accès sûr à la nourriture en cas de difficultés.
- Les revenus des ménages vulnérables et très vulnérables augmentent et sont plus durables, dans un environnement où les ressources naturelles sont mieux protégées.

REPAR II intervient dans 5 départements sur les 6 qu'en compte la province. Il s'agit de : Batha Ouest, Batha Est, Fitri, Ouadi-Rimé et Assinet

REPAR a mis en place au cours de la phase 1, **des Unités de Transformation (UT) semi-artisanales de produits locaux** (poisson, lait, viande) gérées par des groupements féminins. Ces structures sont actuellement opérationnelles et génèrent des revenus à leurs membres, dont la plupart ont un niveau de connaissance très limitée en gestion et en comptabilité. Le manque de connaissances en gestion de ces Unités de transformation constitue un défi majeur pour assurer la croissance et le développement de ces structures. Au total, neuf (9) UT ont été créées et opérationnelles dans la zone d'intervention du projet. Chaque UT est composé de 20 à 25 femmes membres.

Le projet REPAR II considère les unités de transformation comme un des principaux leviers pour assurer un développement de la résilience et la création de nouveaux revenus pour les exploitations familiales dans les zones rurales. Dans le but de renforcer la performance de ces unités de transformation pour répondre efficacement aux besoins des acteurs, des appuis spécifiques en gestion sont nécessaires notamment **l'élaboration de plans d'affaires, des outils de gestion, le suivi des coûts de production et le coaching.**

D'un autre côté, afin de renforcer les revenus des ménages ruraux, le projet REPAR II, durant sa première et deuxième phase, a mis en place 50 AVEC (Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit) entièrement autogérées par des femmes. Chaque AVEC est composée de 20 à 25 membres et dispose

---

<sup>1</sup> Stratégies d'adaptation négatives = vente de biens essentiels, réduction drastique des repas ou endettement accru

de caisses d'épargnes et de crédit alimentées entièrement par les cotisations des membres. C'est grâce aux fonds issues de ces caisses que les membres des AVEC financent leurs Activités Génératrices de revenus. Ces structures ont contribué à favoriser le système endogène d'autofinancement des activités génératrices de revenus menées par les femmes et ont eu un impact significatif sur l'économie des ménages.

Cependant, un défi majeur demeure : le manque de connaissances en gestion et en comptabilité de plusieurs membres. Ceci constitue un enjeu important qui se traduit par un besoin de renforcement de capacités afin d'assurer la durabilité et la performance des AVEC.

Pour améliorer la situation des communautés rurales confrontées aux difficultés récurrentes d'accès à la nourriture pendant les périodes de soudure., le projet REPAR II a mis en place 33 banques de céréales, dont 30 créées au cours de la deuxième phase du projet.

Ces structures jouent un rôle essentiel en assurant une stabilité alimentaire aux ménages vulnérables, grâce à un accès facilité et disponible aux céréales au moment où les besoins sont les plus pressants. Pour chacune d'elles, un Comité de Gestion (COGES) a été institué afin de garantir le bon fonctionnement de la banque.

Le mécanisme repose sur un cycle régulier :

- À la récolte, lorsque les prix des céréales sont bas, les banques reconstituent leurs stocks.
- Au début de la soudure, elles ouvrent leurs portes pour offrir aux ménages un accès à des céréales à des prix modérés, inférieurs à ceux du marché.
- Dans certains cas, les ménages les plus vulnérables reçoivent des crédits en nature, remboursables à la prochaine récolte. Ce mécanisme de flux continu de stocks et de ressources financières implique que les COGES doivent démontrer une solide capacité de gestion, de suivi des stocks, et de planification opérationnelle, afin d'assurer une augmentation progressive des réserves d'année en année.

Cependant, les COGES ont révélé des faiblesses en matière de gestion et de comptabilité, ce qui constitue un défi majeur pour la pérennité et l'efficacité des banques de céréales.

### **Démarches et modalités pratiques**

**L'accompagnement technique et la mobilisation des partenaires de mise en œuvre du projet REPAR II** sont essentiels pour garantir la réussite des unités de transformation (UT), des Banques de céréales et des AVEC. Le suivi et l'animation de ces unités sont principalement assurés par nos partenaires VIE, PEDC et Moustagbal, ainsi que par le responsable suivi-évaluation (RSE) du REPAR II. Le prestataire bénéficiera de l'appui des animateurs sur le terrain, qui sont en contact direct avec les participants du projet. Pour renforcer les capacités de ces animateurs, des organisations chargées de la mise en œuvre de REPAR II (CACH, Moustagbal, VIE, PEDC), le prestataire organisera une formation en gestion et en techniques d'évaluation des revenus, destinée au RSE et aux six animateurs. Cette formation portera sur la compréhension de l'environnement des UT, la lecture des plans d'affaires adaptés, l'analyse des indicateurs de performance et les techniques de mentorat, de coaching et de suivi.

**Durant le processus d'analyse des unités de transformation de poisson, viande et lait, le prestataire** conduira intégralement l'analyse économique et financière d'un échantillon des unités de transformation et d'un échantillon des AVEC identifiés dans le diagnostic. Ce travail aboutira à l'élaboration des plans d'affaires, des outils de gestion et de suivi, ainsi que des outils de coaching et d'appui-conseil. L'objectif est de permettre aux animateurs et au RSE de maîtriser les plans d'affaires, d'interpréter les indicateurs clés tels que la rentabilité et les marges, et d'appliquer des techniques efficaces de suivi et d'accompagnement pour assurer la durabilité des unités transformation, des banques de céréales et des AVEC.

## **Mise à disposition des outils de gestion et canevas d'évaluation des revenus des UT, des AVEC et des BC**

Une fois l'analyse des structures de production et de transformation, le petit commerce (AGRs des femmes), la gestion des BC effectuée et la validation des documents de gestion y afférents ; le prestataire devra mettre disposition tous les documents adaptés et nécessaires à la gestion et l'évaluation des revenus des Unités de transformation.

Avec ces documents, les animateurs et le RSE assureront un suivi de proximité des UT, des AVEC et des BC et les appuieront à la bonne exécution de leurs plans d'affaires. Le prestataire accompagnera les UT, les AVEC et les BC dans la définition de critères pertinents permettant d'identifier les partenaires les plus adaptés (services de l'État, secteur privé, collectivités locales, etc.) et de sélectionner les réseaux de coopération prioritaires pour renforcer leur développement économique et assurer leur durabilité.

## **Responsabilités du prestataire après l'analyse des structures de production et de transformation et de commerce**

Après l'analyse des structures (UT, BC, AVEC), le prestataire sera chargé de valider et de mettre à disposition tous les documents nécessaires à la gestion interne de ces structures ainsi qu'à l'évaluation des revenus qu'elles génèrent. Ces documents devront être pratiques, adaptés au contexte local et conformes aux plans d'affaires validés. Sur la base de ces outils, les animateurs et le Responsable Suivi-Évaluation (RSE) pourront assurer un suivi rapproché des UT et les accompagner dans la mise en œuvre efficace de leurs plans d'affaires. En outre, le prestataire devra identifier les besoins de coopération des UT, AVEC, BC avec d'autres acteurs locaux, tels que les fournisseurs, distributeurs, institutions financières et services techniques, et proposer des mécanismes de collaboration visant à renforcer leur développement et leur durabilité.

---

## **2. OBJECTIFS DE LA PRESTATION**

---

Le présent appel vise à recruter un prestataire spécialisé en charge de l'accompagnement en gestion d'entreprises des unités de transformation, des banques de céréales et des Associations villageoises d'épargne et de Crédit dans la province du Batha.

Les objectifs spécifiques consistent à :

- Réaliser un diagnostic des structures citées ci haut afin d'identifier les forces et les faiblesses de ces structures ;
- Produire une analyse économique et financière complète afin de dégager des opportunités concrètes et réalistes pour améliorer les revenus, renforcer les capacités et encourager une exploitation durable ;
- Étudier les opportunités d'accès aux financements adaptés ;
- Proposer des pistes de rationalisation des coûts et d'amélioration de production à travers une meilleure organisation de la chaîne d'exploitation, du travail et des approvisionnements ;
- Évaluer les performances économiques actuelles et identifier les goulets d'étranglement ;
- Évaluer le potentiel d'accès aux marchés ;
- Élaborer des indicateurs de suivi financier facilement appropriables par les bénéficiaires pour qu'ils puissent gérer durablement leurs structures. ;
- Elaborer des plans d'affaires ;
- Proposer un accompagnement adapté pour renforcer les compétences techniques et managériales des unités ;

---

### 3. RESULTATS ATTENDUS/ LIVRABLES DE LA MISSION

---

Les principaux résultats attendus sont :

- Un rapport de diagnostic des unités de transformation de lait, poisson et viande, des Banques de céréales, des AVEC est produit et validé par Caritas Suisse et ses organisations de mise en œuvre dans le cadre du REPAR ;
- Une évaluation des coûts et revenus au niveau de chaque structure diagnostiquée ;
- Un plan d'action incluant des recommandations réalistes et budgétisées ;
- Des canevas d'analyse économique et financière et de business plans adaptés sont conçus et validés ;
- 9 documents business plans pour les unités de transformation, un plan business typique pour une BC et un business plan typique pour une AVEC ;
- Le RSE et les 6 animateurs et 3 superviseurs du projet REPAR II ainsi que les CEEF actifs dans la zone du projet sont formés sur la gestion des entreprises en lien avec les UT, les AVEC et les BC et notamment les techniques d'évaluation des revenus ;
- Des outils de gestions sont conçus et les acteurs ciblés (participants du projet, organisations de mise en œuvre – CACH, Moustagbal, PEDC, VIE) sont accompagnés pour l'utilisation des outils. Les capacités des acteurs ciblés sont renforcées avec une bonne méthode d'évaluation de revenus et de coaching des unités.

---

### 4. CIBLES ET BENEFICIAIRES DE L'ETUDE

---

La répartition par département et localisation :

- Fitri : trois (3) unités de transformation poisson (soit 2 UT à Amdjamena Bilala et 1UT à Yao) + une (01) unité de transformation de viande à Gambir
- Assinet : Une (01) Unité de transformation lait à Assinet centre
- Oum Hadjer : une (01) unité de transformation de viande à Chorane
- Ouadi-Rimé : une (1) unité de transformation de viande à Ambrahim
- Baha Ouest : Deux (02) unités de transformation de lait à Ati centre

Pour les BC et les AVEC, un échantillon sera réalisé par le prestataire sur un total de 33 BC et 33 AVEC (3 AVEC du REPAR 1 et 30 AVEC du REPAR 2) tous suivis par le projet au cours de cette phase et qui sont repartis dans les différents départements d'intervention du projet. Le nombre total des BC et des AVEC cibles pour l'étude est laissé au prestataire sur la base de sa technique d'échantillonnage

---

### 5. ORIENTATION METHODOLOGIQUE

---

Le prestataire proposera une méthodologie claire, structurée et adaptée aux réalités des acteurs cibles. La qualité et l'adaptation de cette méthodologie constituera un critère essentiel dans le choix final du Prestataire. Des moments réguliers de débriefing seront organisés entre le Prestataire, l'équipe du Projet, les partenaires de mise en œuvre. Par ailleurs, le Prestataire veillera à rester en contact permanent avec l'équipe du projet REPAR II. Le Prestataire veillera à partager les outils de travail ainsi que le chronogramme des différentes activités avec l'équipe du projet.

L'approche d'intervention devra s'articuler autour de plusieurs étapes clés :

#### 1. Orientations et approche méthodologique

- Une revue documentaire élargie, incluant des données macro-économiques sur le secteur agricole particulièrement les filières poisson, lait et viande, céréales et petit commerce répondant au contexte de l'étude ;

- L'élaboration d'outils de collecte validés par le projet REPAR pour garantir leur pertinence ;  
Des entretiens approfondis avec des acteurs clés : transformatrices, acheteurs, représentants des collectivités ou tout autre acteur intervenant dans le maillon des chaînes de valeurs cibles.

## 2. Analyse des enjeux socio-économiques

Le Prestataire devra intégrer une réflexion relative à :

- La place de la filière poisson, de lait et viande dans l'économie domestique des ménages dans le Fitri ;  
L'impact sur l'autonomisation et l'employabilité féminine ;
- Les aspects liés à l'égalité des genres et à l'inclusion ;
- L'incidence environnementale de la production et de la transformation ;
- L'importance de la gouvernance et/ou du leadership féminin et du dialogue local ;
- L'impact socio-économique des unités semi-industrielles sur l'emploi local.

## 3. Cadre institutionnel et réglementaire

Le Prestataire documentera les textes législatifs et réglementaires en vigueur au Tchad, notamment sur le commerce de poisson et ses contraintes, la production du lait et ses contraintes, le commerce de bétail/viande et ses contraintes. Une attention particulière sera orientée sur les textes régissant les activités industrielles et les contraintes fiscales qui influencent la compétitivité des unités de transformation de poisson, lait et viande.

## 6. Durée de la prestation

La mission s'étendra sur une période de deux (2) mois à partir de la date de signature du contrat.

## 7. RESSOURCE (PERSONNEL ET LOGISTIQUE)

### 7.1 Personnel (Compétences requises des consultants)

La principale équipe nécessaire à mobiliser :

N°	Poste	Compétences	Nombre
1	Chef de mission pour la province	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Avoir au minimum Bac +4/5 avec au moins 7 ans d'expérience en Economie, Gestion et Finances, Microfinance, Entrepreneuriat etc. ;</li> <li>• Démontrer une expertise prouvée en montage de plans d'affaires, renforcement de capacités, suivi-évaluation de projets et appui à la structuration d'acteurs économiques locaux ;</li> <li>• Avoir de l'expérience dans l'analyse économique et financière des entreprises agricoles ;</li> <li>• Bonne connaissance de l'arabe local</li> </ul>	1
2	Assistants techniques au chef de mission	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Avoir au minimum Bac +4/5 avec au 05 ans d'expérience en Economie, Gestion et Finances, Microfinance, Entrepreneuriat etc. ;</li> </ul>	2

N°	Poste	Compétences	Nombre
		<ul style="list-style-type: none"> <li>Démontrer une expertise prouvée en montage de plans d'affaires, renforcement de capacités, suivi-évaluation de projets et appui à la structuration d'acteurs économiques locaux ;</li> <li>Avoir de l'expérience dans l'analyse économique et financière des entreprises agricoles ;</li> <li>Bonne connaissance de l'arabe local</li> </ul>	

## 7.1 Moyen logistique

L'équipe de consultants doit mobiliser leurs propres moyens de déplacement dans le cadre de l'exécution de la présente mission.

## 8. PRESENTATION DES OFFRES

Le dossier de candidature doit comprendre une offre technique et une offre financière. **Les soumissionnaires doivent obligatoirement respecter la structure suivante pour leurs offres et les documents requis.** Le nombre de pages indiqué pour chaque section n'est pas contraignant, mais l'offre (sans les annexes) **ne doit pas excéder quinze (15) pages** (police Arial, taille 11, interligne simple, marges standards) :

Chapitre	Sujet	Nombre max. de pages	Critère d'adjudication
	Lettre d'accompagnement, indiquant la validité (60 jours) de l'offre et la disponibilité du personnel proposé	1	CE1
	Confirmation de l'absence de conflit d'intérêts, signé par chaque consultant proposé (voir annexe)	(En annexe)	CE2
<b>Offre technique</b>			<b>CA</b>
<b>1</b>	<b>Présentation du soumissionnaire</b>	<b>6</b>	<b>CA1</b>
1.1	<ul style="list-style-type: none"> <li>Présentation du/des consultant(s), qualification du consultant principal (et de l'équipe, au cas échéant), expertise de gestion de prestations similaires</li> </ul>		CA1.1 CA1.2
1.2	<ul style="list-style-type: none"> <li>Expérience thématique et méthodologique, compétences pertinentes à la prestation</li> </ul>		CA1.3 CA1.4
1.3	<ul style="list-style-type: none"> <li>Etat des prestations similaires (y compris : thématique, durée, rôle du consultant, méthodologie, référence/adresse de contact pour toute fin utile)</li> </ul>		CA1.5
1.4	<ul style="list-style-type: none"> <li>CV des membres de l'équipe essentielle (03 pages max. par CV)</li> <li>Copies des attestations de bonne fin et/ou les pages de garde et de signature des contrats</li> </ul>	(En annexe)	CA1.6
<b>2</b>	<b>Méthodologie pour la prestation</b>	<b>6</b>	<b>CA2</b>

Chapitre	Sujet	Nombre max. de pages	Critère d'adjudication
2.1	• Appréciation de la méthodologie proposée et/ou proposition d'améliorations et/ou méthodologie alternative		CA2.1
2.2	• Approche proposée pour la conduite de la mission globale		CA2.2
2.3	• Chronogramme détaillé de l'exécution de la mission		CA2.4
<b>Offre financière</b>			<b>CE3</b>
<b>3</b>	<p><b>Offre financière signée</b> contenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Honoraires journaliers proposés</li> <li>• Frais de mission (per diem, logistique)</li> <li>• Autres coûts</li> <li>• Coût total de la prestation</li> </ul> <p>Pour chaque ligne, veuillez indiquer : la nature de l'unité, le coût par unité, les unités facturés, et coût total</p>	<b>2</b>	CE3.1 CE3.2

## 9. EVALUATION DES OFFRES

L'évaluation des offres est réalisée au moyen du modèle suivant :

**Etape 1 : Exigences formelles** : Les exigences formelles énumérées dans ce présent TDR (9.1) doivent être entièrement respectées et, le cas échéant, être accompagnées de preuves au moment de la soumission de la proposition. Seules les offres qui satisfont toutes les exigences formelles sont évaluées sur la base des critères d'adjudication. Les autres offres sont exclues pour la suite de la procédure.

**Etape 2 : Critères d'adjudication** : Les offres sont évaluées sur la base des critères d'adjudication énoncés au point 9.2, conformément à l'échelle d'évaluation.

**Etape 3 : Sélection du prestataire** : Le prestataire ayant obtenu la note globale la plus élevée est invité à des négociations pour l'attribution de la prestation. La note globale est la somme de la note technique et de la note financière.

Caritas se réserve le droit de ne donner suite à tout ou partie de la présente consultation.

### 9.1 Exigences formelles

Critère	Critère de qualification	Justificatif
CE1	<b>Validité de l'offre, disponibilité du personnel</b> Le soumissionnaire confirme la validité de l'offre et la disponibilité du personnel proposé	Lettre d'accompagnement signée
CE2	<b>Absence de conflit d'intérêt</b> Le soumissionnaire confirme que tout le personnel proposé n'est pas en conflit d'intérêts pour cette prestation	Confirmation écrite, signée par chaque personne proposée
CE3	<b>Limitation de pages</b> L'offre technique et financière n'excèdent pas quinze (15) pages	Offre technique et financière
CE4	<b>Offre financière signée</b> L'offre financière est signée	Offre financière signée
CE5	<b>Soumission de l'offre</b> Les dossiers complets doivent être soumis en version électronique.	Message courriel d'envoi
CE6	<b>Langue</b> La langue acceptée pour cette offre est : Français	Offre technique et financière en français
CE7	<b>Dossiers administratifs</b> Le prestataire doit apporter des preuves en règle avec l'administration : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Autorisation d'exercice ;</li> <li>• Copie certifiée du registre de commerce</li> <li>• Patente ou IGL en cours de validité ;</li> <li>• Certificat du Numéro d'Identification Fiscal ;</li> <li>• Relevé d'identité bancaire</li> </ul>	Justificatifs des documents

## 9.2 Critères d'adjudication

Critère	Critère d'adjudication	Nombre de points
<b>Offre technique</b>		<b>80/100</b>
<b>CA1</b>	<b>Expériences et qualification du soumissionnaire</b>	<b>45</b>
CA1.1	<ul style="list-style-type: none"> <li>Expériences avérées du bureau d'étude dans la conduite d'une mission similaire : justification par 4 attestations de bonne fin <b>(20 pts)</b></li> <li>Approche de transfert de compétences et d'appui-conseils de proximité des entreprises agricoles : justification par au moins 2 attestations de bonne fin et/ou des copies des pages de garde et de signatures des contrats) <b>(10 pts)</b></li> </ul>	30
CA1.2	<ul style="list-style-type: none"> <li>Connaissance avérée dans les domaines de l'analyse financière et économique des unités de transformation poisson lait, viande : justification par 2 attestations de bonne fin dans le champ thématique <b>(10 pts)</b></li> </ul>	10
CA1.3	<ul style="list-style-type: none"> <li>Connaissance de la zone ciblée</li> </ul>	5
<b>CA2</b>	<b>Méthodologie proposée pour la prestation</b>	<b>35</b>
CA2.1	<ul style="list-style-type: none"> <li>Méthodologie proposée pour la conduite de la mission : la conduite des analyses économiques et financières, l'élaboration des plans d'affaires, conception des outils, appui-conseils de proximité/ coaching et mécanismes de suivi et de renforcement des capacités <b>(25 pts)</b> ;</li> </ul>	25
CA2.2	<ul style="list-style-type: none"> <li>Faisabilité et cohérence du chronogramme proposé pour la réalisation de la mission : organisation et efficacité du chronogramme proposé <b>(10pts)</b></li> </ul>	10
<b>Offre financière</b>		<b>20/100</b>
<b>CA3</b>	<b>Offre financière</b>	<b>20</b>
CA3.1	<ul style="list-style-type: none"> <li>Présentation du budget : Clarté de la proposition, caractère complet de la structure des coûts</li> </ul>	10
CA3.2	<ul style="list-style-type: none"> <li>Coût total de la prestation</li> <li>Formule pour le calcul du prix :           <math display="block">Note = \left( \frac{P_{min} * MaxPoints}{P} \right)</math> <p>P : Prix de la prestation devant être évaluée P min = Prix de la proposition la plus basse</p> </li> </ul>	10

---

## 10. DEROULEMENT DE LA PROCEDURE DE LA CONSULTATION

---

### 10.1 Echancier et délais à titre indicatif

Date/délai	Activité
1 <sup>er</sup> avril 2026	Manifestation d'intérêt (Publication/Journal)
<b>20 avril 2026</b>	<b>Délai de soumission des offres</b>
24 avril 2026	Analyse des offres
1 <sup>er</sup> mai 2026	Notification
03 mai 2026	Cadrage technique
04 mai 2026	Début du contrat

### 10.2 Soumission des dossiers

Les offres dument signées et cachetées adressées au Directeur Pays de Caritas Suisse au Tchad sont reçues uniquement en version électronique au format PDF à l'adresse électronique : [tchadachats@caritas.ch](mailto:tchadachats@caritas.ch) avec la mention : « **Prestataires pour l'accompagnement en gestion d'entreprises -Projet REPAR Batha** ».

La date limite de dépôt des dossiers est au **20 avril 2026 à 16h00mn**, heure locale

**NB :**

- **Le montant maximal de la prestation ne doit pas dépasser 8'500'000 FCFA ;**
- **L'offre financière doit être en F.CFA et en hors taxes.**

Le montant maximal est confirmé, sous réserve de la validation du budget révisé par le bailleur (DDC)

---

## 11. SOUS RESERVER AUX OFFRES

---

Caritas se réserve le droit d'apporter toutes modifications ultérieures ou de ne donner aucune suite à tout ou partie de la présente consultation, sans que le soumissionnaire puisse introduire une quelconque réclamation ou prétendre à des indemnités de ce fait.

---

## 12. SUPPORTS D'INFORMATION DISPONIBLES

---

Les supports d'information disponibles sont :

- Prodoc,
- Données de base sur les acteurs
- Les rapports semestriels, annuels du REPAR II
- Le rapport d'évaluation finale de la phase 1
- Autres documents jugés nécessaires.

Les différents documents mentionnés ci-dessus seront mis à la disposition du Prestataire retenu par Caritas au début de la consultation.

---

## 13. ANNEXES

---

### 13.1 Modèle de Confirmation de l'absence de conflit d'intérêts

Je soussigné(e) ..... Confirme de

- Ne pas être ou avoir été directement impliqué dans la mise en œuvre du projet "Projet de renforcements de capacités de résilience des populations vulnérables du Batha" -REPAR
- Ne pas travailler pour Caritas en temps plein.

### 13.2 Modèle de déclaration de disponibilité

Je soussigné(e) ..... Confirme par la présente ma disponibilité à participer à la mise en œuvre de la prestation ..... du (date de début) ..... au (date fin) ....., conformément à la proposition technique soumise par ..... et sous réserve des tâches spécifiques et des compétences respectives requises par le Projet Villes Secondaires.

Lieu, date : .....

### 13.3 Modèle de lettre d'engagement

Consultation restreinte N° ..... du ..... relatif à .....

Je, soussigné ..... agissant en qualité de ..... au nom et pour le compte de ..... dénommé ci-après « consultant », inscrit au registre du commerce de ..... sous le N° .....

Domicilié à l'adresse suivante .....

Téléphone .....

Après avoir pris connaissance du dossier de consultation relatif aux prestations mentionnés ci-dessus et notamment les documents :

- TDR
- Le devis quantitatif

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés liées à la prestation, m'engage à exécuter la prestation moyennant la somme de :

..... Fcfa (en toutes lettres et en chiffre), hors taxes et hors droits de douane, calculée sur la base de prix unitaires indiqués au bordereau des prix unitaires.

..... Fcfa (en toutes lettres et en chiffre), toutes taxes comprises, calculée sur la base de prix unitaires indiqués au bordereau des prix unitaires

Je m'engage si ma soumission est acceptée à exécuter la prestation en ..... jours calendaires

J'accepte de rester lié par ma soumission pendant un délai de ..... jours à compter de la date fixée pour la remise des offres.

(Le soumissionnaire)

### 13.4 Modèle d'Etat récapitulatif des coûts (Devis estimatif)

N°	Désignation	Unité	Quantité	Coût Unitaire FCFA	Coût total FCFA
<b>1.1</b>	<b>Rémunération du personnel clé</b>				
1.1.1	Chef de mission, Expert avec au minimum Bac +4/5 avec au moins 7 ans d'expérience en Economie, Gestion et Finances, Microfinance, Entrepreneuriat etc ;	H/mois	1*1		
1.1.2	Assistant chef de mission (Bac +4/5 avec au moins cinq (05) an d'expérience en Economie, Gestion et Finances, Microfinance, Entrepreneuriat etc ;	H/mois	1*1		
	<b>Sous total 1.1</b>				
<b>1.2</b>	<b>Autres Frais</b>				
1.2.1	Indemnités de subsistances	Mois	1		
1.2.2	Frais de transports (location de véhicules, motos, carburant et entretien)	Mois	1		
1.2.4	Frais de communication	Mois	1		
1.2.5	Production de livrables	Forfait	FF		
	<b>Sous total 1.2</b>				
<b>TOTAL TTC (F CFA)</b>					

Ati, le 01 avril 2026